



Philippe MEYER

*Commissaire aux Comptes
inscrit près de la Compagnie Régionale de Colmar*

13 Rue des Merisiers
68920 WETTOLSHEIM

Tel : 03 67 82 00 90
Mail : ph.meyer@phm-ec.fr



Association des Professionnels de Santé du Centre Alsace

18 rue de Gérardmer
68000 COLMAR

N° Siren : 327 036 828 – Code APE : 8690D

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

Mesdames,

Messieurs les membres de l'Association des Professionnels de Santé du Centre Alsace (APSCA),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale en date du 20 octobre 2021, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association des Professionnels de Santé du Centre Alsace (APSCA) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation des réserves

Nous avons constaté au passif du bilan l'existence de deux provisions, l'une pour « Provisions réglementées immobilisations » d'un montant de 200.000,00 euros constituée au cours de l'exercice 2024, l'autre pour « Provision pour rénovation des locaux », constituée au cours de l'exercice 2023, d'un montant de 90.000,00 euros, et maintenue au passif de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Or nous vous rappelons les règles de constatation d'une provision prévue par l'article 322-1 du PCG qui précise « qu'une provision doit être constatée lorsqu'une entité a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci ». Or si ces trois conditions ne sont pas remplies, aucune provision ne peut-être constatée du fait de l'évènement considéré. En l'occurrence la provision pour immobilisation, qui quand bien même elle serait justifiée, ne peut se voir qualifiée de réglementée, ne répond à aucune des conditions de constitution. Elle ne représente aucune obligation existante au 31 décembre 2024, n'est pas estimée avec une fiabilité suffisante et l'évènement considéré, s'il est réalisé lors d'exercices futurs, générera bien une sortie de ressource mais avec contrepartie équivalente. Quant à la seconde provision, elle a perdu également la justification de sa constitution. prévue pour faire face à des travaux de rénovation des locaux, autorisés par le conseil d'administration, ces travaux, qui pour certains avaient fait l'objet de devis, ne seront pas réalisés du fait du projet de déménagement. Les conditions n'étant pas remplies, elle aurait dû faire l'objet d'une reprise à la clôture de l'exercice 2024. En l'absence de ces provisions, le résultat net comptable serait majoré d'autant.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre

opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve » nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

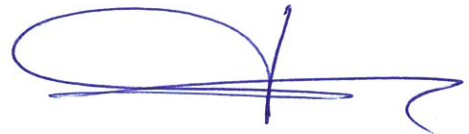
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie

sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à WETTOLSHEIM, le 9 juin 2025.

Philippe MEYER



Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	2		2	2
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	111 332	98 827	12 505	13 891
	Immobilisations grévées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	10		10	10
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8		8	8
	TOTAL (I)	111 351	98 827	12 524	13 910
	Comptes de liaisons				
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				15
	Autres créances				1 650
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 883 068		1 883 068	1 665 543
	Charges constatées d'avance				
	TOTAL (II)	1 883 068		1 883 068	1 667 208
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 994 419	98 827	1 895 592	1 681 118
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an			8		8
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droits de reprise	20 225	20 225
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	543 301	543 301
	Report à nouveau	236 279	(2 975)
	Résultat de l'exercice	119 315	239 254
	Total des fonds propres	919 119	799 804
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	134 953	284 953
Fonds dédiés	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées	200 000	
	Total des autres fonds associatifs	334 953	284 953
	Total des fonds associatifs	1 254 072	1 084 758
	Provisions pour risques	35 700	42 500
	Provisions pour charges	121 622	135 127
	Total des provisions	157 322	177 627
	Comptes de liaisons		
	Sur subventions de fonctionnement	180 997	145 619
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	180 997	145 619
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	85 308	76 792
	Dettes fiscales et sociales	217 893	196 322
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	303 201	273 114
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		1 895 592	1 681 118
Résultat de l'exercice exprimé en centièmes		119 314,55	239 253,70
(1) Dont à moins d'un an		303 201	273 114
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	645	330
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation		
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	1	452
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	68 189	40 640
	Autres produits	1 637 530	1 564 651
	Total des produits d'exploitation	1 706 366	1 606 072
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	582 467	533 390
	Impôts, taxes et versements assimilés	37 446	33 396
	Rémunération du personnel	567 375	545 263
	Charges sociales	239 116	236 514
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	7 207	7 833
	Dotation aux provisions	23 200	42 500
	Autres charges		
	Total des charges d'exploitation	1 456 812	1 398 895
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	249 553	207 177
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	33 045	24 155
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	33 045	24 155
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	282 599	231 333
	Produits exceptionnels	72 094	18 700
	Charges exceptionnelles	200 000	179
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(127 906)	18 521
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	35 378	10 600
LIQUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL DES PRODUITS	1 811 505	1 648 928
	TOTAL DES CHARGES	1 692 190	1 409 674
	EXCEDENT ou DEFICIT	119 315	239 254
	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 895 592** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 811 505** euros et un total **charges de 1 692 190** euros, dégageant ainsi un **résultat de 119 315** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Engagements de retraite

Le montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées est de : 45 127 €

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	2					2
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2					2
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	34 574					34 574
	Matériel de transport	30 749					30 749
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	45 010		1 000			46 009
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	110 332		1 000			111 332
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	10					10
	Prêts et autres immobilisations financières	8					8
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	17					17
TOTAL		110 352		1 000			111 351

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	29 170	1 932		31 101
	Matériel de transport	30 749			30 749
	Matériel de bureau, mobilier	36 523	454		36 977
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		96 442	2 385		98 827
TOTAL		96 442	2 385		98 827

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres		200 000		200 000
	PROVISIONS REGLEMENTEES		200 000		200 000
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	90 000			90 000
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	87 627	23 200	43 505	67 322
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		177 627	23 200	43 505	157 322
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		177 627	223 200	43 505	357 322
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			23 200 200 000	43 505	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8	8	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CREANCES		8	8	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	85 308	85 308		
	Personnel et comptes rattachés	126 181	126 181		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	74 525	74 525		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	17 187	17 187		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		303 201	303 201		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 187	12 965	2 221	17,13
Dettes fiscales et sociales	120 025	112 702	7 323	6,50
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	135 212	125 667	9 544	7,59

Charges à payer (détail)
au 31/12/2024

Libellé	Montant
Dettes CP Colmar	56 726
Dettes CP Rouffach	5 576
Charges sur dettes CP Colmar	22 690
Indemnités KM Rouffach	1 010
Indemnités KM Colmar	2 776
Fnp honoraires	11 400
Charges sur dettes CP Rouffach	2 231
Primes à payer	1 510
Charges sur primes	600
Taxe salaire	2 792
Totalisation	107 312

Produits constatés d'avance (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	180 997	145 619	35 378	24,29
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL	180 997	145 619	35 378	24,29